



## Lula a étranglé la réforme agraire

Par [Bernardo Gutiérrez](#)

Mondialisation.ca, 14 janvier 2008

[À l'Encontre](#) 14 janvier 2008

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Loi et Justice](#)



«Colonie» de paysans en attente d'une terre

La réforme agraire, qui constitue l'une des grandes promesses électorales du président Lula, est paralysée. Ou presque. Quant au soja, il avance. Les exportations des multinationales de l'agro-business ne cessent d'augmenter. La surface des terres consacrées à la canne à sucre croît à un rythme de 125% par année. Mais pour les petits paysans des campagnes, la situation empire et 2007 a été une année noire pour la réforme agraire.

L'année 2007 est la pire depuis que Lula est arrivé au pouvoir. Le nombre d'expropriations de terres est tombé de 62% par rapport à 2006, selon l'Annuaire Officiel (publié par le Gouvernement lui-même). Le nombre d'hectares que le Gouvernement Lula a mis en 2007 à la disposition de paysans sans terre est de 204'500 hectares. Le chiffre est non seulement inférieur à la moyenne annuelle du premier mandat de Lula (682'500), mais il est même rachitique par rapport aux 465'700 hectares expropriés par le président Fernando Henrique Cardoso (1995-2002) au cours des trois dernières années de son mandat.

Les terres expropriées [mais payées aux grands propriétaires sous forme d'obligations] ont à peine servi à installer 67'000 familles, alors que l'objectif révisé à la baisse était de 100'000. Depuis que Lula est arrivé au pouvoir, le nombre de familles installées dans des campements précaires est passé de 60.000 à 230.813 (selon des données de janvier 2007). Il y a plus d'un million de personnes qui attendent le lopin de terre promis.

Tout cela fait l'effet d'une douche froide sur les mouvements sociaux. « *L'heure est venue pour qu'enfin Lula honore les promesses électorales qu'il a faites en 2002. Donner la priorité à l'agriculture familiale et à la réforme agraire. S'il ne le fait pas, les problèmes sociaux ne*

feront qu'augmenter », a déclaré à la *Folha de São Paulo* João Pedro Stedile, coordinateur général du Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre (MST).

Le Forum National de la Réforme Agraire, formé par plus de quarante associations paysannes, critique également le système des colonies. « *Les familles continuent à camper de façon précaire. On leur donne les titres de propriété, mais on ne leur donne pas la terre* », affirme Isidore Revers, coordinateur de la Commission Pastorale de la Terre (CPT). Le Forum dénonce le fait que le Gouvernement se limite à légaliser des colonies qui existent déjà. Et qu'il donne des terres en Amazonie sans donner aucun moyen permettant de vivre sur et de ces terres.

Et comme si ce tableau n'était pas assez sombre, un fait vient d'être révélé au grand jour : Lula utilise des indices de productivité datant de 1975. Cela signifie que l'on devrait en réalité exproprier beaucoup plus de terres et que c'est par cet artifice qu'il y a peu de terres disponibles et que les propriétaires terriens finissent par toucher des indemnités faramineuses. Le Ministre du Développement Agricole lui-même, Guilherme Cassel, assure que les expropriations seront rendues plus difficiles si Lula n'actualise pas les indices de productivité [les indices utilisés pour justifier légalement une expropriation sont abaissés par rapport à la situation présente, entre autres en faisant appel à des indices datant de 1975].

« *Nous sommes en train d'acheter plus de terres anciennes [cultivées] et cela fait monter les prix* », affirme Guilherme Cassel. Si l'on applique à la lettre l'article 187 de la Constitution brésilienne, le Gouvernement pourrait exproprier directement et sans aucun dédommagement les terres dites « improductives ».

De plus, le géographe Marcelo Resende, de l'ONG « Rede Social de Justiça » [Réseau Social de Justice], affirme que pour Lula « *la réforme agraire a été un échec parce qu'il dépend des 180 votes des députés 'ruralistes'* ». Même dans les partis qui sont les alliés du gouvernement Lula, principalement le Parti du Mouvement Démocratique du Brésil (PMDB), plus d'un défend des intérêts très clairs des grands propriétaires agraires, la majorité des députés de ce parti étant des latifundistes.

(Traduction A l'encontre)

(14 janvier 2006)

**Bernardo Gutiérrez:** Journaliste originaire de l'Etat espagnol et établi au Brésil.

La source originale de cet article est [À l'Encontre](#)  
Copyright © [Bernardo Gutiérrez](#), [À l'Encontre](#), 2008

Articles Par : [Bernardo Gutiérrez](#)

recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)